

Commune de PERONNAS

PLAN LOCAL D'URBANISME
MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

Dossier pour notification aux Personnes Publiques Associées

1a

ADDITIF AU RAPPORT DE PRESENTATION

PLU approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2007

Révision simplifiée et modification N°1 approuvées par délibération en date du 29 juin 2010

Modification N°2 approuvée le 15 octobre 2013

Vu pour être annexé à notre
délibération en date de ce jour,
Le Maire,

Modification approuvée le

SOMMAIRE

CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	1
PRESENTATION GENERALE	2
1. LA SITUATION DE LA COMMUNE	2
2. HISTORIQUE DU DOCUMENT D'URBANISME	4
3. LES RAISONS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1	4
EVOLUTION DU REGLEMENT ECRIT	5
1 – PRESENTATION DES ZONES D'ACTIVITES	5
2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 8 CONCERNANT LE COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL (CES)	6
INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	7
1 - LES ZONES REGLEMENTAIRES ET D'INVENTAIRES DE BIODIVERSITE	7
2 – INCIDENCES DU PROJET DE MODIFICATION N°1 DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT	8
CONCLUSION	10

Contexte réglementaire

Le présent document a pour objet de compléter le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de PERONNAS et de présenter les évolutions apportées au dit PLU, à l'occasion de sa modification simplifiée N°1, conformément aux dispositions de l'article 153-45 du Code de l'Urbanisme.

Article L153-45 :

« Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle. »

Article L153-40 :

« Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

Article L153-47 :

« Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. »

Contexte réglementaire



La proximité à l'autoroute A10 - 10 minutes de la sortie d'autoroute Bourg en



Source : Géoportail

La structure urbaine se caractérise par une continuité du bâti avec la ville de Bourg-en-Bresse, ce qui confère à Péronnas un caractère urbain relativement marqué.

On observe toutefois des secteurs d'habitat dispersé éloignés du bourg tels que le secteur du Château du Saix au Sud Est de la commune, ou celui des Carronières de l'autre côté de la voie de chemin de fer à l'Est.

Cependant, cette dernière se compose également de zones agricoles, de massifs boisés – notamment une partie de la forêt de Seillon – et de zones humides dans sa partie Sud Sud-Est.

Par ailleurs, la commune participe au dynamisme économique du territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse (CA3B). Cette dernière est dotée de deux parcs d'activités au Sud de son territoire : l'Espace Sud Monternoz qui dépend de la commune, et l'Espace Sud Bruyères qui dépend de la CA3B.

La commune appartient à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg en Bresse (CA3B).

Elle est dans le périmètre du SCoT Bourg Bresse Revermont (BBR).

2. Historique du document d'urbanisme

La commune de Péronnas dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2007.

Depuis cette date, le PLU a fait l'objet de multiples procédures d'évolution :

- **Révision simplifiée** et **modification N°1** approuvées le 20 juin 2010
- **Modification N°2** approuvée le 15 octobre 2013

3. Les raisons de la modification simplifiée N°1

La commune de Péronnas souhaite engagée une procédure de modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme de manière à faire évoluer le règlement écrit de la zone UX.

Cette modification a pour objectif d'augmenter le Coefficient d'Emprise au Sol (CES) de 0.6 à 0.7 de la zone UX.

Il est donc nécessaire de faire évoluer le règlement écrit actuel.

EVOLUTION DU REGLEMENT ECRIT

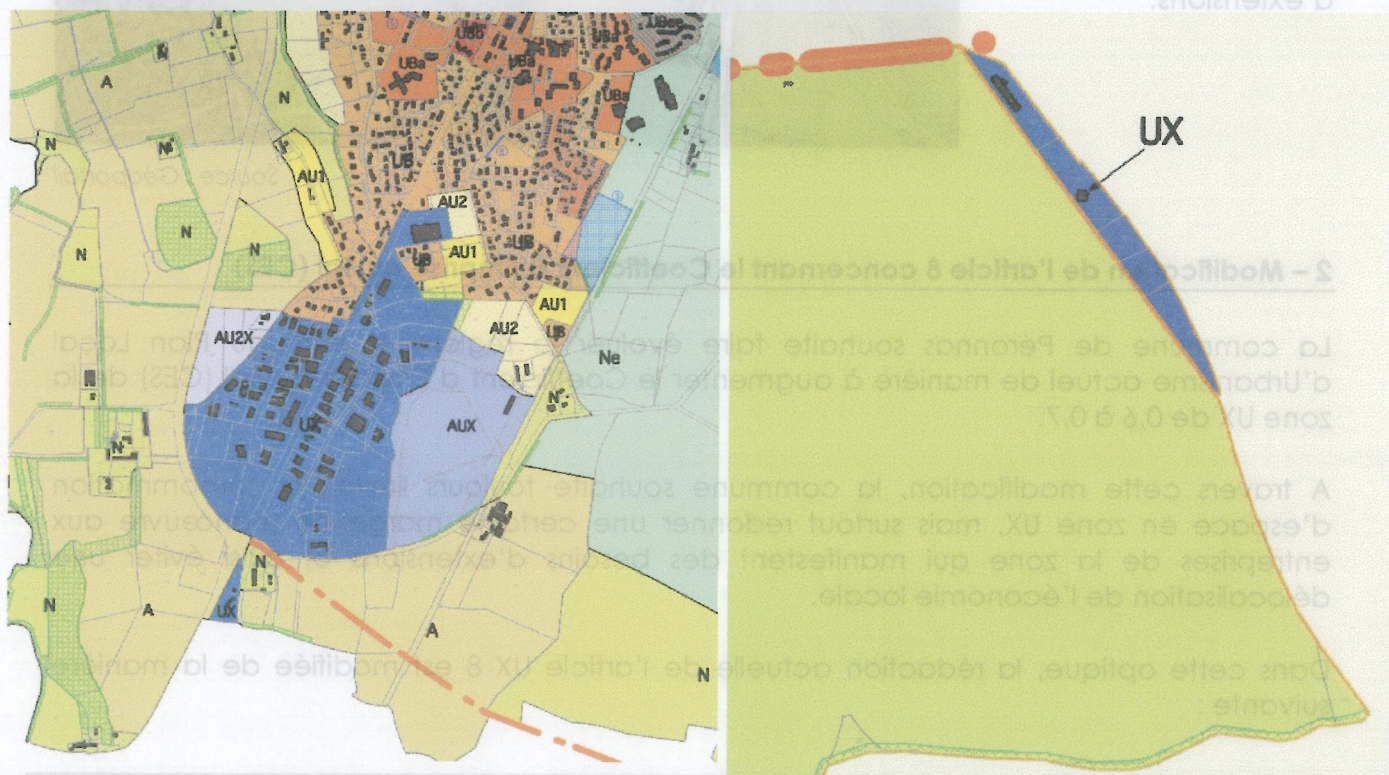
1 – Présentation des zones d'activités

Les parcs d'activités Sud Monternoz et Sud Bruyères s'étendent sur près de 44,58 ha au Sud-Ouest de la commune. Ils sont classés en zone UX dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Cette dernière est destinée à accueillir principalement des activités artisanales, industrielles, commerciales ou des services.

Une troisième zone d'activités, de superficie beaucoup plus réduite (2,26 ha), est localisée à l'extrémité Est de la commune.

La zone UX comprend un secteur UXb correspondant à une activité existante au Nord insérée dans le tissu urbain à la frontière avec la commune de Bourg-en-Bresse dans lequel il n'est pas fixé de Coefficient d'Emprise au Sol.



Source : Extrait du plan de zonage du PLU

Les deux parcs d'activités bénéficient d'une localisation stratégique puisqu'ils sont desservis par la D1083 Bourg-en-Bresse / Lyon.

Environ 250 entreprises sont implantées dans les deux parcs d'activités, pour certaines depuis plusieurs années, dont un grand nombre de PME/PMI dans le domaine de la sidérurgie, mécanique et tertiaire. L'artisanat y est diversifié.

Aujourd'hui, certaines entreprises manifestent des besoins d'extensions.



Source : Géoportail

2 – Modification de l'article 8 concernant le Coefficient d'Emprise au Sol (CES)

La commune de Péronnas souhaite faire évoluer le règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme actuel de manière à augmenter le Coefficient d'Emprise au Sol (CES) de la zone UX de 0,6 à 0,7.

A travers cette modification, la commune souhaite toujours limiter la consommation d'espace en zone UX, mais surtout redonner une certaine marge de manœuvre aux entreprises de la zone qui manifestent des besoins d'extensions et ainsi éviter une délocalisation de l'économie locale.

Dans cette optique, la rédaction actuelle de l'article UX 8 est modifiée de la manière suivante :

ARTICLE UX 9 - EMPRISE AU SOL

- Le Coefficient d'Emprise au Sol est fixé à ~~0,6~~ **0,7**
- Dans le secteur UXb, il n'est pas fixé de Coefficient d'Emprise au Sol.

Cette évolution du Coefficient d'Emprise au Sol ne change pas les autres règles, à l'exemple du stationnement, pour une bonne évolution de la zone.

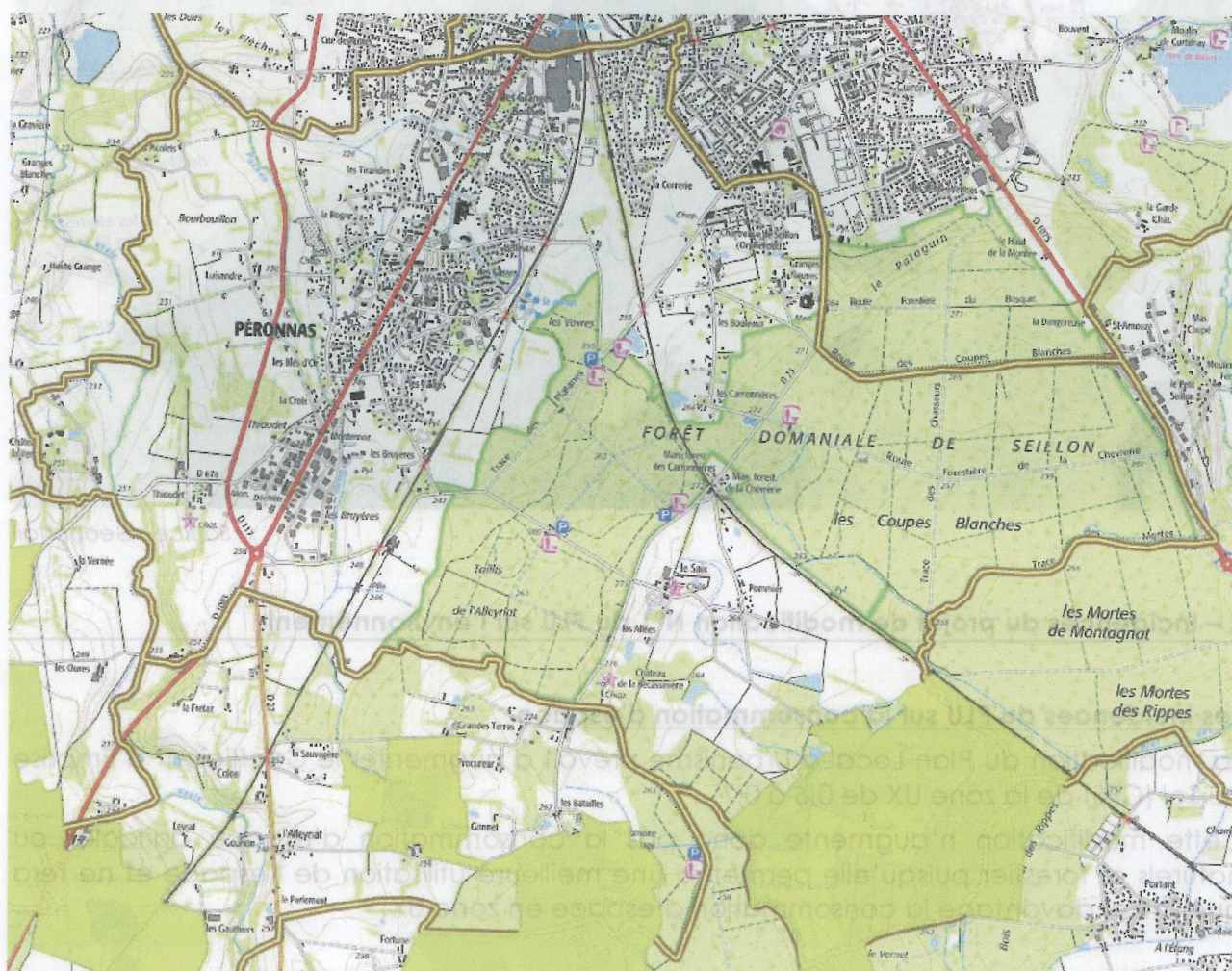
INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

1 - Les zones réglementaires et d'inventaires de biodiversité

Les zones Natura 2000

La commune de Péronnas est concernée par la présence de milieux naturels remarquables inventoriés en site Natura 2000 (FR8212016 ; FR8201635) liés à la présence des étangs de la Dombes au Sud-Est de son territoire. D'autres sites Natura 2000 liés à ces étangs sont localisés sur les communes limitrophes de Péronnas : Saint-André-sur-Vieux-Jonc, Servas, St-Rémy, Certines et Lent.

Le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme n'aura pas d'incidences sur les sites Natura 2000.

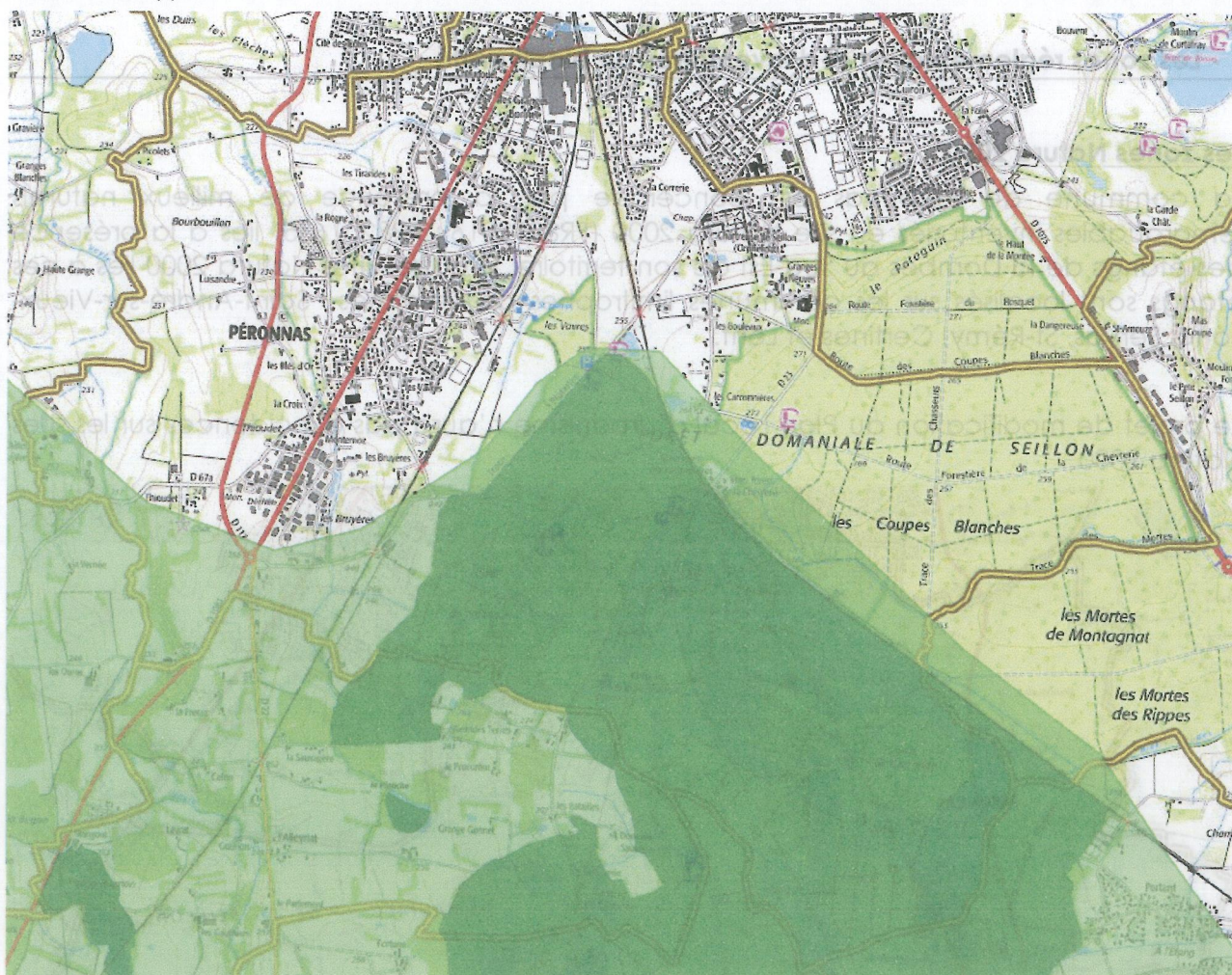


Source : Géoportail

Les ZNIEFF

La partie Sud-Est du territoire de Péronnas est intégrée dans la ZNIEFF de type 1 « Étangs de la Dombes » (n°820030608) et la partie Sud Sud-Est dans la ZNIEFF de type 2 « Ensemble formé par la Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière » (n°820003786).

Le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme n'aura pas d'incidences sur les ZNIEFF de type 1 et 2.



Source : Géoportail

2 – Incidences du projet de modification N°1 du PLU sur l'environnement

Les incidences du PLU sur la consommation d'espace

La modification du Plan Local d'Urbanisme prévoit d'augmenter le Coefficient d'Emprise au Sol (CES) de la zone UX de 0,6 à 0,7.

Cette modification n'augmente donc pas la consommation d'espace agricoles ou naturels et forestier puisqu'elle permettra une meilleure utilisation de l'espace et ne fera que limiter davantage la consommation d'espace en zone UX.

Il n'y a donc pas de nouvelle incidence en matière de consommation d'espace. Au contraire, celle-ci est mieux encadrée en zone UX.

Les incidences du PLU sur le paysage

Le projet de modification n'aura pas d'incidences sur le paysage.

Les incidences du PLU sur les milieux naturels

Le projet de modification n'affectera pas les milieux naturels.

Les incidences du PLU sur la ressource en eau

La modification ne change pas les possibilités d'évolution de la commune tant sur le plan du logement que pour d'autres fonctions urbaines. Elle n'a donc pas de nouvelles incidences sur la ressource en eau.

Les incidences du PLU sur l'assainissement

La modification ne change pas les possibilités d'évolution de la commune tant sur le plan du logement que pour d'autres fonctions urbaines. Elle n'a donc pas de nouvelles incidences sur la question de l'assainissement.

Les incidences du PLU sur l'énergie et le climat

La modification ne change pas les possibilités d'évolution de la commune tant sur le plan du logement que pour d'autres fonctions urbaines. Elle n'a donc pas de nouvelles incidences sur la question de l'énergie et du climat.

Les incidences du PLU sur les pollutions et nuisances :

La modification ne change pas les possibilités d'évolution de la commune tant sur le plan du logement que pour d'autres fonctions urbaines. Elle n'a donc pas de nouvelles incidences sur la question de la pollution et des nuisances.

EN CONCLUSION

Le projet de modification n'a pas d'incidences nouvelles sur l'environnement, hormis une consommation de l'espace plus encadrée en zone UX.

CONCLUSION

La modification simplifiée proposée, conformément aux dispositions des articles L153-45 et suivants du Code de l'Urbanisme, a pour but de faire évoluer le règlement sur les points suivants :

- augmenter le Coefficient d'Emprise au Sol (CES) de la zone UX du règlement du Plan Local d'Urbanisme actuel, de manière à mieux encadrer l'utilisation de l'espace et en réduire la consommation.

Elle ne modifie pas l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme.

Elle ne réduit pas un espaces boisé classé, ni une zone agricole ou forestière

Elle ne réduit pas une protection édictée en raison de risque de nuisance, de la qualité de sites, des paysages ou des milieux naturels

Elle ne comporte pas de graves risques de nuisance.

Ces modifications n'auront pas pour effet de :

- Soit de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

Cette modification peut donc être décidée par délibération du Conseil municipal après avoir été portée à la connaissance du public pendant un mois dans le cadre de la procédure de modification simplifiée, comme prévue à l'article L153-45 et suivants du Code de l'urbanisme.

Les pièces du présent dossier pour la modification du PLU de la commune de **PERONNAS** sont :

- 1° / Le présent **additif au rapport de présentation**, présentant les raisons de la modification et l'évolution des différentes pièces du PLU
- 2° / Le **règlement de la zone UX modifié**

Dans le cadre de l'étude au cas par cas, ce dossier sera transmis pour avis à l'autorité environnementale (MRAE) qui jugera de l'opportunité de réaliser une évaluation environnementale.

Par la suite, le dossier sera notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA).

L'ensemble du dossier sera mis à disposition du public pendant la durée d'un mois.

A l'issue de la mise à disposition, le Maire en présente le bilan devant le Conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.